

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1288

Artikel: Fonds juifs : pour 100 millions de bonne conscience
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015000>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Peter Bodenmann sera-t-il prophète en son pays?

Que Peter Bodenmann abandonne la présidence du Parti socialiste suisse pour que son successeur dispose du temps utile pour préparer les élections fédérales, rien de plus normal. Mais qu'il songe à renoncer à son mandat de conseiller national peut surprendre. Helmut Hubacher, son prédécesseur à la tête du PS, n'a-t-il pas tenu, lui, à battre les records de durée de mandat à la Chambre du peuple? Peter Bodenmann, il est vrai, n'a pas la tête d'un doyen de fonction. Pourquoi, cependant, cette retraite prématurée?

MALGRÉ SON PLAISIR à appartenir au sérail suisse et au microcosme médiatique, Bodenmann n'a pas le profil typique et conforme du politicien suisse. Trop ambivalent. A la fois sérieux par la qualité de son engagement, son travail, mais en même temps gardant une distance envers les vanités politiques, distance de l'ironie, du plaisir à se payer la tête de son interlocuteur. Un air à deux airs. Pas un idéologue, pas un simple gestionnaire non plus. Les propositions qui ne sont pas concrètement fondées sont à ses yeux sans prise sur le réel. Il prône un programme économique, à court et moyen terme, qui doit, avantageusement, tenir lieu de programme général sans trop de discussions absconses sur la mutation sociale, la fin du salariat et les refondations morales. Le goût du concret et la recherche d'une distance laisse chez Bodenmann place au jeu et à l'imagination. Il peut, à partir d'un projet, croire qu'il tient la solution. On composera des trains de marchandise trois fois plus longs; il en conclut que la productivité des CFF sera multipliée par trois. Les camions passeront de 28 à 40 tonnes, le rendement des taxes à la prestation s'améliorera d'autant selon la même règle de trois. La discussion révèle que les choses sont moins simples, plus lourdes, plus complexes. Qu'importe! La proposition a fait bouger. La première vertu des idées, c'est d'être concrètement provocatrice.

Le défi de Peter Bodenmann

Il est un terrain pourtant où Bodenmann ne dispose pas de liberté de manœuvre, c'est celui de son canton. De tous les cantons romands, le Valais est le seul, depuis l'après-guerre, qui n'a pas fait sa mue politique. Le PDC y exerce toujours sa majorité absolue, confortée par le compartimentage géographique et le clientélisme. Alors que Fribourg, lui aussi bastion PDC, lui aussi bilingue, a su ouvrir le jeu, faire place aux minorités et véritablement changer d'image, le Valais, malgré son dynamisme, demeure, à quelques exceptions régionales près, politiquement monolithique.

C'est là le défi de Peter Bodenmann. Le lieu de sa sincérité la plus forte.

Quels que soient ses mérites en politique suisse, s'il ne gagne pas en Valais, il n'aura remporté que des batailles, mais pas arraché une victoire. Il a choisi d'être prophète en son pays. C'est la difficulté suprême. Bonne chance. *ag*

FONDS JUIFS

Pour 100 millions de bonne conscience

LA DÉCISION DES trois banques commerciales suisses de mettre 100 millions à disposition d'une Fondation pour les victimes de l'Holocauste est ambiguë.

On ne peut que se réjouir qu'elle débloque une impasse et par un geste tangible réponde aux accusations de mauvaise volonté, voire d'obstruction.

Mais on aurait attendu des banques qu'elles se manifestent en priorité sur le terrain qui est le leur: régler avec la plus grande diligence le problème des fonds en déshérence. Certes la commission Volcker est au travail, la Commission fédérale des banques l'a assurée de son appui, des fiduciaires compétentes ont accès aux comptes. Mais le repérage des éventuels ayants droit impliquerait une politique active de recherche avec l'aide de généalogistes, de juristes, en liaison avec les associations juives. Attribuer un montant au financement de cette politique active de recherche aurait eu un sens clair.

La «générosité» des banques est, hélas, entachée de peur, celle d'une entrave au libre exercice sur la place de New York, celle de l'instruction de la plainte collective. Le souci de désamorcer ces menaces prime.

L'affectation des sommes réunies ne sera pas facile pour la Fondation de droit public qui sera créée. Une réflexion. L'Holocauste n'a pas frappé la communauté juive de manière égale dans tous les pays. Mais il a détruit presque totalement la culture juive de l'Europe centrale et sa langue le yiddish. L'émigration, l'invention de l'hébreu comme langue moderne, ont créé d'autres substituts. C'est ainsi qu'a disparu un élément important de la culture européenne. La sauvegarde de cette mémoire mériterait l'attention de la Fondation future. *ag*